Document generated on 05/07/2025 8:51 a.m.

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Le retour du guillotiné

Robert Lévesque

Number 314, Winter 2017

URI: https://id.erudit.org/iderudit/84039ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)
1923-0915 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Lévesque, R. (2017). Le retour du guillotiné. *Liberté*, (314), 71–73.

Tous droits réservés © Robert Lévesque, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ROBERT LÉVESQUE

LE LECTEUR IMPUNI

Le retour du guillotiné

Le roman de Joseph Andras, en relatant la vie de Fernand Iveton, ouvrier et militant de l'indépendance algérienne, répond au silence de l'État français qui signa sa condamnation à mort.

JOSEPH ANDRAS
De nos frères blessés
Actes Sud, 2016, 140 p.

Né le jour de la Toussaint en 1944, j'eus mes dix ans le jour même où avait lieu dans les Aurès ce que l'on appela « la Toussaint rouge », l'insurrection nationaliste marquant le déclenchement d'une guerre qui allait se terminer en 1962 avec les accords d'Évian, le cessez-le-feu et l'indépendance du vieux pays arabe d'Abn el-Kader et de l'ensoleillé pays méditerranéen de Camus, deux pays dès lors dissociés, ou disjoints, l'un réel, l'autre mémoriel ; pour le gouvernement français de la Quatrième République (Auriol, Coty) et pour De Gaulle revenu en créant la Cinquième, comme pour la presse populaire de métropole, il ne s'agissait en effet que des « événements d'Algérie » ; trente ans plus tard, Tavernier et Rotman vont signer un documentaire au titre idoine, *La guerre sans nom.*

À dix ans, au Québec, mes événements étaient d'un autre ordre, mes Toussaints se suivaient, je grandissais, j'attendais le Tintin nouveau, Duplessis n'existait pas à la maison, ma mère posait un petit parasol de papier crêpe sur mes gâteaux d'anniversaire et mon père, l'été, s'acharnait à faire de moi un joueur de baseball (comme chez Arthur Miller dans son premier essai au théâtre, *L'homme qui avait toutes les chances* – un essai qui fut un bide pour Miller et pour mon père itou) ; je crus, à la batte, préférer le piano, mais parce qu'elle quittait le clavier pour se poser sur ma cuisse gauche, une main ecclésiastique m'en éloigna vite, malchance qui me donnerait à vie la nostalgie de ne pas être devenu un Van Cliburn – l'Américain remportait à Moscou le premier concours Tchaïkovski en 1958, héros pianistique de la guerre froide, une guerre avec adjectif celle-là – ou un Samson François, bref, un pianiste inspiré, ce qui, avec le métier de détective dont j'attrapai le goût dans les romans de Chandler (le privé aux semelles de crêpe), aura constitué mes deux grandes carrières loupées…

La guerre d'Algérie, donc, elle allait me rattraper lorsqu'elle serait terminée. Par une chanson, *Le déserteur* de Boris Vian. Cette chanson sur l'insoumission, qui prenait la forme d'une lettre au président de la République écrite par *un appelé* lui signifiant son refus net d'aller faire la guerre, le bison ravi l'avait écrite en 1954 en songeant à l'Indochine, mais c'était aussi l'année de la Toussaint rouge. Je l'entendis à la radio plus tard quand j'avais presque vingt ans, en 1963 ; il avait fallu les accords d'Évian pour que la censure en soit levée (chanson interdite *par antipatriotisme,* avait-on décrété à l'Élysée). La voix de Vian, je l'ai à jamais à l'oreille, « monsieur le président je vous fais une lettre que vous lirez peut-être », « je ne suis pas sur terre pour tuer des pauvres gens ». J'aimais tout Vian, qui avait succédé à Tintin, ses romans, ses chansons, ses cantilènes en gelée, ses fourmis sur la jambe du soldat qui a mis le pied sur une mine, sa java des bombes atomiques qui devraient tomber au bon endroit, là où sont les chefs de gouvernement… Il m'amusait, mais avec *Le déserteur,* sa voix dénuée d'ironie, un voisement grave, il me sonna. Le trompettiste des caves enfumées, ce cracheur sur tombes, provoqua mon éveil politique, à vingt ans. Bien tard. Le colonialisme français me pua au nez.

Ensuite, c'est au cinéma que la guerre d'Algérie allait se profiler, mais par allusions, en arrière-plan comme dans ce magnifique *Adieu Philippine* de Jacques Rozier sorti en 1962 et que j'ai dû voir vers 1965 au cinéma Empire, rue de la Fabrique, dans le Vieux-Québec des premiers romans de Jacques Poulin ; c'est un film que l'on ne voit plus, hélas, que Truffaut disait *maudit* (Rozier était plutôt un cinéaste solitaire), le scénario jouait d'ambiguïté entre réalité et fiction comme dans l'*À tout prendre* de Claude Jutra qui se tournait à Montréal au même moment ; c'était l'histoire d'un garçon, Michel, stagiaire à la télé, qui partait en Corse avec deux copines sans savoir laquelle *choisir* et qui, à la fin de vacances gaies et désinvoltes, sur le port de Calvi, prenait un bateau pour aller accomplir son service militaire en Algérie. La sombre perspective (le sujet recelé), Rozier la laissait se deviner sous les images de bonheur avec une

Elle oublia de frapper à la porte avant d'entrer et découvrit son fils en train de s'auto-publier.

délicatesse infinie ; un garçon qui n'en reviendrait pas ou en reviendrait brisé…

L'année suivante, la guerre terminée mais la situation algérienne demeurée instable, et le sujet demeuré tabou, Alain Resnais tournait avec des pincettes *Muriel ou le temps d'un retour* (que je vis à l'Empire en 1968 ou 1969). Dans ce film remarquable, un *appelé* a *fait l'Algérie,* il en est revenu, il s'appelle Bernard et est le fils d'une antiquaire de Boulogne-sur-Mer du genre Algérie française et que jouait avec grâce Delphine Seyrig ; personnage secondaire, dans l'ombre de sa mère, Bernard est hanté par le souvenir d'une jeune femme, Muriel, que l'on avait torturée sous ses yeux, *là-bas.* Car l'Algérie (« Ah, ces palmiers ! », s'extasie l'antiquaire de Boulogne-sur-Mer), c'était, derrière l'imagerie carte postale, la torture à tous crins exercée par l'armée française, la gégène, la baignoire, le coup de surin d'un para la nuit pour faire croire à un meurtre perpétré par un Arabe, une torture d'État planifiée et le général Aussaresses qui allait s'en vanter dans une interview au journal *Le Monde* en 2000, trente-huit ans plus tard, se gaussant de ce qui avait été selon lui du boulot, l'ordinaire, les ordres…

Le journaliste anticolonialiste Henri Alleg, qui a fait trois ans de prison à Alger dans la seconde moitié des années 1950, a froidement dressé le procès-verbal de l'action quotidienne de ces tortionnaires français dans *La question,* une plaquette que vendait Maspéro sous le manteau (à lire chez Minuit, un des plus grands écrits de prison, maintes fois réédité). Cette armée coloniale, Genet la conchie dans la triviale scène des pets des *Paravents.* Car soudain tout parlait de l'Algérie dans ma jeunesse d'alors, quand je devenais journaliste, que je montais à Montréal, que j'allais lire le psychiatre Fanon et ses analyses, ses dénonciations, puis Camus, ses questionnements, ses malaises, son silence volontaire, sa mort en Facel Vega qui lui coupa court le mal-être d'être ou de ne pas être Algérien… Et quand il m'arriva de connaître Marie Cardinal et de me faire raconter par elle son enfance au soleil, les dragues, les robes Vichy, la terrasse de l'Otomatic, la rue Michelet d'avant la guerre, puis la vie devenue insoutenable tout juste avant la guerre, la vie entrée dans la peur, l'angoisse du déracinement, les départs déchirants de la population pied-noir, la traversée sans espoir de retour, les harkis trahis par l'armée française après avoir été traîtres à leurs frères arabes, tout me stupéfiait de cette guerre faite au soleil et au sang, où les colons fonctionnaires appelaient la guillotine *la bécane* et le condamné *le client,* ou *le colis.*

Même à la fin des années 1980 cette Algérie française hantait encore les esprits : Bernard-Marie Koltès écrit *Le retour au désert,* sa seule comédie, grinçante, la seule de ses pièces se déroulant en France, dans une sinistre ville de province ; il en situe l'action à l'époque de la guerre d'Algérie quand, de retour de quinze ans *là-bas,* une femme revient chez son frère propriétaire terrien et que tout va les opposer, façons de vivre, biens, idées, honneur, l'Algérie étant entre eux le point sensible, le refoulé, la plaie politique, l'inguérissable maladie, la honte, la haine, l'amertume…

Aujourd'hui, en 2016, un livre est paru, un roman a-t-on dit, qui a d'ailleurs remporté le prix Goncourt du premier roman. L'auteur, Joseph Andras, a refusé ce prix dans un geste noble à la Julien Gracq. Son titre, *De nos frères blessés,* évoque ceux qui dans cette sale guerre entre un peuple indigène et un gouvernement étranger rejetaient l'esprit et l'autorité de cette *Algérie française,* tous ceux qui Arabes, pieds-noirs, Algériens, Européens, refusèrent le régime imposé depuis Paris, le vieux colonialisme du XIXe siècle comme celui qui dégénérait en violence extrême après la Toussaint rouge avec la réplique agressive et le caractère assassin des généraux français puis de l'OAS, l'armée secrète du général Salan, tous ceux-là qui luttèrent contre l'occupant et en particulier l'un d'eux, la figure centrale du livre, Fernand Iveton, militant communiste anticolonialiste de trente ans, natif du Clos-Salembier, un quartier populaire d'Alger, que l'armée française guillotina le 11 février 1957. Le seul Européen exécuté par la justice de l'État français en Algérie. Son procès fut expédié, sa demande de grâce refusée par le président Coty, son exécution signée par le président du Conseil Guy Mollet et le Garde des sceaux François Mitterrand.

De nos frères blessés est présenté comme un roman, certes, la plume de l'auteur est délicate et solide à la fois, elle est littéraire, mais c'est du résultat d'une enquête qu'il s'agit, d'une enquête sur ce cas réel d'un guillotiné non par erreur judiciaire mais par intérêt militaire et vengeance perverse des autorités coloniales. Joseph Andras, à la dernière page de son livre, dit tout ce qu'il doit au travail de recherche de l'historien Jean-Luc Einaudi (mort en 2014) qui publia son enquête en bonne et due forme aux éditions de L'Harmattan en 1986 (*Pour l'exemple, l'affaire Fernand Iveton*). D'Einaudi, Andras écrit : « il n'aura rencontré, lors de ses recherches, que le silence de l'État ». (Qu'il soit de droite ou de gauche, Giscard et Mitterrand observent un même mutisme, on appelle cela la raison d'État). En exergue, Andras cite un extrait de l'ouvrage de Benjamin Stora, *François Mitterrand et la guerre d'Algérie* : « Iveton demeure comme un nom maudit… On se demande comment Mitterrand pouvait assumer ça. J'ai dû prononcer son nom deux ou trois fois

devant lui et cela provoquait toujours un malaise terrible, qui se transformait en éructation… »

Iveton était un ouvrier tourneur dans une usine de gaz d'Alger ; à l'automne 1956, il se porta volontaire auprès des gens du FLN pour réaliser un attentat à la bombe dans son usine. Il s'agissait d'une opération de sabotage dont le but était de provoquer une panne d'électricité. L'intention d'Iveton, fut-il dit et documenté au procès, était d'éviter toute mort d'homme. Il avait prévu de régler sa bombe pour qu'elle explose dans un hangar désert après le départ des ouvriers. Or, un contremaître l'avait repéré et son projet échoua. On l'arrêta, on le jeta dans la prison de Barberousse et, quoique son geste n'ait tué ni blessé personne, qu'il n'ait été somme toute coupable que d'une intention de sabotage (l'accusation était formulée ainsi : « tentative de destruction par substance explosible [*sic*] d'édifices habités ou servant d'habitation »), on le condamna à la peine capitale. Un bourreau lui trancha la tête.

Dans la presse populaire de métropole, Iveton était identifié comme *un tueur* ou *un terroriste* qui avait tenté d'aider *des rebelles,* des Arabes. Cela faisait partie de l'ordinaire *des événements* et l'affaire, somme toute, ne fit pas grand bruit. Le parti communiste ne daigna pas lui envoyer un avocat pour l'assister. On en avait commis deux d'office, dont un venu du Secours catholique. *L'Huma-Dimanche,* qu'Iveton avait vendu à la criée, n'écrivit pas une ligne sur son exécution. Il n'y eut pas d'affaire Iveton, et l'on cherche en vain aujourd'hui (ce que j'ai fait) son nom dans les biographies de Camus, Camus si opposé à la peine de mort, Camus dont le père, lui avait-on raconté, avait assisté à une exécution à la prison de Barberousse et en était revenu bouleversé, vomissant une partie de la matinée – une rare référence au père, un homme « mort au champ d'honneur » de la 14-18 et qui n'existe qu'en creux dans l'œuvre de l'écrivain.

En février 1957, quand le matin du 11 on guillotine Iveton à Barberousse, Albert Camus, entré depuis des mois dans une période de silence, écrit une déclaration destinée à la presse : « J'ai décidé de me taire en ce qui concerne l'Algérie afin de n'ajouter ni à son malheur ni aux bêtises qu'on écrit à son propos. » Selon Herbert R. Lottman, cette lettre serait demeurée un brouillon. Quoi qu'il en soit, Camus se tait, comme Sartre d'ailleurs, lorsque les avocats d'Iveton font, après le procès expédié et la condamnation démesurée, une demande de grâce au président Coty. L'ouvrier tourneur Fernand Iveton est alors seul. Et c'est un écrivain qui aujourd'hui en 2016 le réhabilite, qui nous le ramène et nous le fait connaître, le montre dans son enfance au pays, l'Algérie, dans son amour pour sa femme, et si la Justice fut vengeresse et dégoûtante dans cette affaire, la Littérature est là pour forcer le souvenir sinon tenter de réparer.

De nos frères blessés est présenté comme un roman, certes, mais c'est du résultat d'une enquête qu'il s'agit, sur ce cas réel d'un guillotiné par intérêt militaire et vengeance perverse des autorités coloniales.

Camus, tout de même, évoqua ce cas d'injustice meurtrière dans ses *Réflexions sur la guillotine* qu'il écrivit vers la fin de 1957, soixante pages argumentées, inspirées par l'épisode paternel sur lequel il revient en ouverture ; son père qui vomit, c'est la *scène primitive* pour ce texte si camusien. Sans mentionner le nom de Fernand Iveton, Camus va écrire ceci :

> L'ouvrier communiste français qui vient d'être guillotiné en Algérie pour avoir déposé une bombe (découverte avant qu'elle n'explose) dans le vestiaire d'une usine a été condamné autant par son acte que par l'air du temps. Dans le climat actuel de l'Algérie, on a voulu à la fois prouver à l'opinion arabe que la guillotine était faite aussi pour les Français et donner satisfaction à l'opinion française indignée par les crimes du terrorisme. Au même moment, pourtant, le ministre qui couvrait l'exécution acceptait les voix communistes dans sa circonscription. Si les circonstances avaient été autres, l'inculpé s'en tirait à peu de frais et risquait seulement un jour, devenu député du parti, de boire à la même buvette que le ministre. De telles pensées sont amères et l'on voudrait qu'elles restent vivantes dans l'esprit de nos gouvernants. Ils doivent savoir que les temps et les mœurs changent ; un jour vient où le coupable, trop vite exécuté, n'apparaît plus si noir. Mais il est trop tard et il ne reste plus qu'à se repentir ou à oublier. Bien entendu, on oublie. La société, cependant, n'en est pas moins atteinte. Le crime impuni, selon les Grecs, infectait la cité. Mais l'innocence condamnée, ou le crime trop puni, à la longue, ne la souille pas moins.

Dans cet *air du temps* respirait François Mitterrand, ce personnage que l'on a dit *romanesque,* qui allait devenir un quart de siècle plus tard le premier président socialiste de la République française et abolir la peine de mort dès la première année de son septennat. Dans ses mémoires, *Coups et blessures,* Roland Dumas, l'ami de Mitterrand, son ministre des Affaires étrangères, soutient que s'il a aboli si vite la peine capitale, c'est que Mitterrand voulait « se racheter de l'Algérie », donc de la mort d'Iveton. Ce nom de Fernand Iveton que l'on ne prononçait pas devant lui sans provoquer « un malaise terrible qui se transformait en éructation… »

Le 11 février 1957, j'étais où ? Je jouais au baseball avec papa ? Je pianotais au petit séminaire ? Je lisais *Le sceptre d'Ottokar* ? L

◆ **Robert Lévesque** est écrivain. Son dernier ouvrage, *Vies livresques,* vient de paraître chez Boréal (2016), dans la collection « Papiers collés ». Il dirige également chez le même éditeur la collection « Liberté Grande ».